



Independent observer
of the Global Fund

CHANGEONS NOTRE MANIÈRE DE PENSER : ADAPTER LE SOUTIEN DU FONDS MONDIAL AUX BESOINS DES PAYS

Le cadre stratégique du Fonds mondial 2017-2022 qui a récemment été adopté met en place des paramètres importants pour soutenir les pays dans l'éradication des trois épidémies. Le nouveau cadre stratégique va renforcer les systèmes pour une couverture santé universelle dans la ligne des Objectifs de Développement Durable. Il concentre les efforts sur les pays et les populations qui sont le plus dans le besoin et nous met au défi de trouver des approches adaptées (« différenciées »). Il inscrit les systèmes de santé durables et résilients, basés sur les droits de l'homme et l'égalité des genres, au cœur du calendrier du Fonds mondial. Si nous prenons au sérieux notre ambition d'éliminer les maladies, ces principes doivent guider le futur travail du Fonds mondial.

Nous devons maintenant trouver des modalités pour concrétiser ces principes dans les programmes. Elaborer la nouvelle stratégie en détail et redéfinir la méthodologie d'allocation du Fonds mondial sont les prochaines étapes cruciales. Et pour suivre ce chemin, quelles considérations et questions doivent nous guider ?

Mettre l'accent sur la flexibilité, la durabilité et les systèmes

Nous devons garder à l'esprit à quel point les besoins financiers, épidémiologiques et systémiques des pays sont de plus en plus variés. Si nous devions créer le Fonds mondial aujourd'hui, instaurerions-nous les mêmes procédures pour le Nigéria et le Népal, pour le Soudan du Sud et l'Afrique du Sud ? Il faut adapter le soutien du Fonds mondial au contexte particulier de chaque pays, à la fois en terme de ce qui est financé et dans la manière dont les subventions sont gérées. Cela requiert plus de souplesse dans nos systèmes.

Nous sommes sur la bonne voie en attribuant des financements là où les besoins en soutien externe sont les plus importants : 92% de l'allocation pour 2014-2016 met l'accent sur les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, 95%, sur les pays qui ont une charge de morbidité élevée ou extrêmement élevée. Nous devons continuer nos efforts dans cette direction.

Quant à la méthodologie d'allocation pour la prochaine période, il faut un affinage plus qu'une révolution. Les rapports du Groupe Technique d'Examen des Propositions et du Groupe Technique de Référence en

Évaluations fournissent des renseignements précieux sur ce qui a fonctionné et ce qui n'a pas fonctionné. La méthodologie d'allocation peut certainement être améliorée surtout en ce qui concerne les ajustements qualitatifs. Mais pouvons réellement espérer trouver la « formule magique » qui répond à tous les aspects nécessaires et qui dans le même temps est aisément comprise par les parties prenantes dans les pays ? Le vrai défi est de savoir comment adapter notre soutien aux pays qui subissent des changements importants dans leur dotation, c'est à dire ceux dont les dotations étaient trop faibles ou trop importantes ou les pays, en transition, qui ne reçoivent progressivement plus de subventions du Fonds mondial. Cela requiert de privilégier le renforcement des systèmes d'absorption des financements alloués aux pays et non la réduction des financements si ces systèmes sont submergés. Cela requiert également une attention plus importante sur la durabilité financière et programmatique, ce qui est une responsabilité conjointe des pays maîtres d'œuvre et du Fonds mondial. Alors que la méthodologie d'allocation fournit un cadre général, des solutions pour les problèmes spécifiques doivent être développées pour chaque pays. Le Secrétariat devrait être doté de la souplesse nécessaire en ce sens.

La même règle s'applique pour les éléments dans la méthodologie d'allocation qui vont au-delà d'un « financement indicatif ». Ces fonds pourraient être utilisés avec plus de souplesse pour répondre aux besoins spécifiques des pays (ou de plusieurs pays) auxquels ne répond pas la formule de base de l'allocation, comme par exemple les urgences humanitaires ou les efforts d'éradication du paludisme. S'il est important de garantir que les priorités stratégiques comme les droits de l'homme, les femmes et les filles, les populations clés et le renforcement des systèmes de santé communautaire demeurent au cœur des programmes soutenus par le Fonds mondial, de telles lignes de financement, plus souples, pourraient également être utilisées pour poursuivre les progrès dans ces domaines. Cela ne signifie pas qu'il faille instituer un « fonds » séparé pour chacune de ces priorités, mais cela peut permettre au Secrétariat d'avoir plus marge de manœuvre, avec la nécessité de rendre compte des résultats.

Abandonner l'approche compartimentée

Les systèmes de santé sont cruciaux. La prochaine stratégie devrait fournir des directives claires sur la manière dont le Fonds mondial compte contribuer à leur renforcement. Mais, de nouveau, des solutions concrètes doivent être trouvées au cas par cas pour chaque pays. Le soutien apporté par le Fonds mondial aux systèmes de santé ne sera pas le même dans les pays qui ont des épidémies concentrées que dans les pays qui renforcent leurs soins pour les épidémies généralisées.

Si nous voulons conserver et élargir nos acquis, nous devons développer et promouvoir une approche plus systématique. Cette perspective est absente dans trop de dialogues pays et d'instances de coordination nationale. Trop souvent, l'aide se concentre sur le système de lutte contre une maladie plutôt que sur le système de santé dans son ensemble. Une enveloppe de dotation combinée pourrait-elle inciter les parties prenantes à adopter une vue plus globale ? Allons-nous profiter des préparatifs de la prochaine période de mise en œuvre pour repenser notre approche des structures et des systèmes dans les pays ? Aurons-nous encore besoin de notes conceptuelles dans les pays qui ont élaboré de solides stratégies nationales budgétées avec précision ?

Changer notre manière de penser

Espérons que bientôt, nous ne parlerons plus de la manière dont le Fonds mondial peut le mieux utiliser les systèmes nationaux, mais plutôt de la manière dont les pays peuvent utiliser le Fonds mondial pour avoir le plus d'impact. Ce changement ne surviendra pas du jour au lendemain. Mais renforcer dès à présent la souplesse, la durabilité et l'orientation systémique du partenariat du Fonds mondial est fondamental pour le rendre possible.

Reinhard Tittel-Gronefeld est le Chef de la Division pour la Santé, les Politiques des Populations et la Protection Sociale au Ministère Fédéral allemand pour la Coopération Economique et le Développement (BMZ). Il est impliqué dans la gouvernance du Fonds mondial depuis 2011, d'abord en tant que membre du Conseil d'administration de (l'ancienne) circonscription Allemagne-Canada-Suisse. Il est actuellement membre suppléant de la circonscription Allemagne et un membre du Comité des Finances et des Résultats Opérationnels, positions qu'il occupera jusqu'à sa retraite en mars 2016.

[Read More](#)
